

Arrêt

n° 340 337 du 30 janvier 2026
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. AKTEPE
Amerikalei 95
2000 ANTWERPEN

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la
Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA IIIème CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 4 avril 2025, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 24 janvier 2025.

Vu le titre 1er *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 10 avril 2025 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 17 juin 2025 convoquant les parties à l'audience du 7 juillet 2025.

Entendu, en son rapport, J. MAHIELS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me F. JESSOUR *loco* Me R. AKTEPE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me N. AVCI *loco* Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La requérante est arrivée en Belgique à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer.

1.2. Le 31 août 2020, elle a introduit une première demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union (annexe 19^{ter}) en qualité d'autre membre de la famille - à charge ou faisant partie du ménage de E.H.R., de nationalité française. Le 12 janvier 2021, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

1.3. Le 23 février 2021, elle a introduit une deuxième demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union (annexe 19^{ter}) en qualité d'autre membre de la famille - à charge ou faisant partie du

ménage de E.H.R., de nationalité française. Le 6 août 2021, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

1.4. Le 9 septembre 2021, elle a introduit une troisième demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union (annexe 19ter) en qualité d'autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage de E.H.R., de nationalité française. Le 4 mars 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

1.5. Le 4 mai 2022, elle a introduit une quatrième demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union (annexe 19ter) en qualité d'autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage de E.H.R., de nationalité française.

Le 24 octobre 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20). Par un arrêt n° 284 417 du 7 février 2023, le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) a annulé ces décisions.

Le 7 août 2023, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20). Ces décisions ont été annulées par le Conseil de céans dans son arrêt n° 301 616 du 15 février 2024.

1.6. Le 24 janvier 2025, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire (annexe 20).

Ces décisions, qui lui ont été notifiées le 11 mars 2025, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

« est refusée au motif que :

l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 04.05.2022, la personne concernée a introduit une demande de droit au séjour en qualité d'autre membre de famille de [E.H.R.], de nationalité française, sur base de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la demande de séjour de plus de trois mois est refusée.

Selon l'article 52, § 2 de l'Arrêté Royal du 08/10/1981, lors de la demande, ou, au plus tard, dans les trois mois après la demande, le membre de la famille est tenu de produire les documents suivants :

1° la preuve de son identité conformément à l'article 41, alinéa 2, de la loi ;

2° les documents permettant d'établir valablement qu'il remplit les conditions prévues aux articles 40bis, §§ 2 et 4 ou 40ter, de la loi, qui lui sont applicables.

Vu l'article 58 de l'arrêté royal du 08.10.1981 qui établit qu' : « A l'exception de l'article 45, les dispositions du chapitre Ier relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis de la loi s'appliquent aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1 de la loi. (nouvellement 47/2) [...] » ;

Vu l'article 40bis, §4 de la loi selon lequel : « Les membres de la famille visés au §2 ont le droit d'accompagner ou de rejoindre le citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, pour une période de plus de trois mois, pour autant qu'ils remplissent, selon le cas, les conditions visées à l'article 41, §§ 1^{er} ou 2 ».

Considérant que l'article 41 §2 de la loi sur les étrangers établi : « §2 Le droit d'entrée est reconnu aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, §2, qui ne sont pas citoyens de l'Union, sur présentation d'un passeport en cours de validité revêtu, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité, [...] »

Il résulte de ce qui précède que la personne concernée :

- soit doit présenter un passeport en cours de validité muni, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité ;

- soit doit établir ou prouver d'une autre manière qu'il jouit du droit de circuler et de séjourner librement.

Or, la personne concernée a produit un passeport national, valable du 23/10/2020 au 23/10/2025 délivré par le Consulat du Maroc à Liège. La personne concernée étant de nationalité marocaine, elle était tenue de présenter un passeport muni d'un visa d'entrée en cours de validité. Tel n'est pas le cas.

En outre, rien n'indique que la personne concernée est exemptée de l'obligation de présenter les documents transfrontaliers visés aux articles 40bis, §4, premier alinéa et 41, §2 de la loi du 15/12/1980.

En effet, l'obligation de visa d'entrée n'est simplifiée que pour les membres de la famille ressortissants de pays tiers qui relèvent du champ d'application de la directive sur la citoyenneté, article 2, point 2). Ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

La lecture combinée de l'article 40bis, § 4, premier alinéa, de l'article 41, § 2 et de l'article 47/2 de la loi du 15/12/1980 ne permet donc pas de déduire qu'un « autre membre de la famille », tel que visé à l'article 47/2 de la loi sur les étrangers, ne doit pas être soumis à l'obligation de visa d'entrée pour les membres de la famille originaires de pays tiers.

La personne concernée ne démontre donc pas qu'il remplit les conditions de l'article 47/2 de la loi du 15.12.1980 pour obtenir le droit de séjourner en Belgique au titre du regroupement familial.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de son enfant, de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez la personne concernée ;

Vu que les intérêts familiaux de la personne concernée ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/2 de la loi du 15/12/1980. En effet, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que « les rapports entre les adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux (Cour EDH arrêt Ezzouhdi n° 47160/99 du 13 février 2001). Les éléments du dossier n'établissent aucun lien de dépendance autres que les liens affectifs normaux. En outre, rien n'indique que la relation entre les membres de famille concernés ne peuvent se poursuivre en dehors du territoire belge.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à la personne concernée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est pas autorisée ou admise à y séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 04.05.2022 en qualité d'autre membre de famille lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière ».

2. Question préalable

2.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse postule l'irrecevabilité de la demande de suspension dès lors que « [...] si la partie requérante invoque dans l'intitulé de son recours qu'il s'agit d'une requête en suspension et en annulation, elle n'expose pas dans son recours à quel risque de préjudice l'expose l'exécution immédiate de l'acte attaqué. [...] ».

2.2. En vertu de l'article 39/82, §2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), « la suspension de l'exécution ne peut être ordonnée que si des moyens sérieux susceptibles de justifier l'annulation de l'acte contesté sont invoqués et à la condition que l'exécution immédiate de l'acte risque de causer un préjudice grave difficilement réparable ».

Pour satisfaire aux exigences fixées par cette disposition, la partie requérante doit, dans sa demande de suspension, démontrer *in concreto* l'existence du risque de préjudice grave difficilement réparable que risque d'entraîner l'exécution de l'acte attaqué, s'il n'est pas suspendu. Le Conseil d'Etat a précisé, à cet égard, que « cette règle comporte plusieurs corollaires :

- la charge de la preuve incombe au requérant à qui il appartient d'apporter la preuve suffisante de la gravité et du caractère difficilement réparable du préjudice qu'il allègue ;
- la demande de suspension doit contenir les éléments de faits précis permettant d'apprécier les risques concrets que l'exécution immédiate de la décision attaquée pourrait entraîner ;
- le préjudice allégué, sauf lorsqu'il est évident ou qu'il n'est pas contesté, doit être étayé par des documents probants » (C.E., n° 134.192, 2 août 2004).

2.3. En l'espèce, la requête introductive d'instance, dont l'en tête est libellé comme suit : « Verzoekschrift ter indiening van een beroep tot nietigverklaring en verzoek tot schorsing van tenuitvoerlegging », et qui sollicite : « Dienvolgens de bestreden beslissing te willen vernietigen en de tenuitvoerlegging ervan te willen schorsen », ne comporte aucun exposé du risque de préjudice grave et irréparable que l'exécution immédiate de l'acte attaqué pourrait entraîner.

La demande de suspension est donc irrecevable.

3. Exposé du deuxième moyen d'annulation

3.1. La partie requérante invoque un deuxième moyen libellé comme suit « *Schending van artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen; van artikel 62 van de Vreemdelingenwet; van artikelen 47, 40bis, §4 en 41, §2 van de Vreemdelingenwet; van artikelen 47, 52, §2 en 58 van het Vreemdelingen-KB; en van het rechtszekerheids- en vertrouwensbeginsel* ».

3.1.1. Elle se livre à des considérations théoriques et jurisprudentielles relatives à l'obligation de motivation formelle et au principe de sécurité juridique et de confiance légitime. Elle fait ensuite valoir ce qui suit : « *In casu* is de bestreden beslissing op een niet afdoende wijze gemotiveerd, daar administratieve beslissingen slechts afdoende gemotiveerd zijn wanneer de motivering duidelijk, juist, pertinent, concreet, precies en volledig geformuleerd wordt zodat de betrokken persoon in alle duidelijkheid kan oordelen of het al dan niet zinvol is om de genomen beslissing aan te vechten.

Bovendien legt het zorgvuldigheidsbeginsel de verwerende partij de plicht op om beslissingen zorgvuldig voor te bereiden en te steunen op een correcte en volledige feitenvinding (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3). Het zorgvuldigheidsbeginsel bij de feitenvinding vereist dat de verwerende partij slechts na een behoorlijk onderzoek van de zaak en met kennis van alle relevante gegevens een beslissing mag nemen (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4). Overigens staat ook vast dat het redelijkheidsbeginsel Uw Raad het toelaat de bestreden beslissing onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat (RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.602, punt 2.3 in fine; RvV 11 juni 2009, arrest nr. 28.599, punt 2.4 in fine). De bestreden beslissing is bijgevolg kennelijk onredelijk genomen ».

3.1.2. Elle reproduit ensuite le prescrit des articles 40bis §4 et 41 de la loi du 15 décembre 1980. Elle indique que « Verwerende partij stelt in de bestreden beslissing dat uit artikel 40bis, §4 *juncto* artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet niet kan worden afgeleid dat een 'ander familielid', zoals bedoeld in artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet, geen geldig inreisvisum zou moeten voorleggen. *Quod non!* Genoemde artikelen moeten worden samen gelezen met artikel 47 van het Vreemdelingen-KB, dat uitvoering geeft aan artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet. [...] Hieruit blijkt duidelijk dat het in beginsel dient te gaan om een geldig paspoort, in voorkomend geval voorzien van een visum, doch bij het ontbreken van deze documenten mag het ook gaan om andere documenten die aantonen dat betrokkene het recht op vrij verkeer en verblijf geniet (zie ook: RvV 12 juni 2020, nr. 236.793). Het niet voldoen aan de visumplicht kan dus géén reden zijn om de binnenkomst of het verblijf te weigeren: een al dan niet verstreken paspoort volstaat duidelijk. Dat de sanctie voor het ontbreken van voornoemde documenten nooit kan bestaan uit een weigering van verblijf, wordt ook bevestigd door in artikel 41, §4 van de Vreemdelingenwet. Ter herhaling wordt daarin het volgende bepaald : [...]. Een geldboete is met andere woorden de enige mogelijke sanctie in het geval het 'ander familielid' niet in het bezit is van een paspoort dat in voorkomend geval voorzien is van een geldig inreisvisum. Het visum is enkel vereist inzake het recht op binnenkomst, hetgeen iets anders betreft dan de aanvraag tot inschrijving op grond van een gezinshereniging als ander familielid. In dit opzicht kan er tevens verwezen worden naar het BRAX-arrest van het Hof van Justitie (HvJ 25 juli 2002, C-459/99) waaruit volgt dat België een derdelander-familielid geen verblijfsvergunning kan weigeren omdat hij geen geldige binnenkomstdocumenten heeft, als deze zijn identiteit en zijn verwantschap met een Unieburger bewijst ».

3.1.3. Elle reproduit ensuite le prescrit de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 et fait valoir que « Er kan bijgevolg géén voorlegging van een geldig inreisvisum worden gevraagd van verzoekster. Verzoekster diende louter een (geldig) nationaal paspoort voor te leggen, hetgeen zij gedaan heeft, wat ook niet wordt betwist door verwerende partij. Het betreft haar Marokkaans paspoort, geldig van 23.10.2020 tot 23.10.2025. Door alsnog – na opstart van de aanvraag gezinshereniging en aflevering van de bijlage 19ter dd. 04.05.2022 waarin met geen woord gerept wordt over een geldig inreisvisum – de voorlegging van een geldig inreisvisum te eisen, voegt verwerende partij een extra voorwaarde toe aan de wet, waardoor zij het rechtszekerheidsbeginsel schendt ». Elle cite la jurisprudence du Conseil de céans à l'appui de son argumentaire et soutient que « Volgens deze rechtspraak mag een gemeente een aanvraag gezinshereniging die in België is ingediend door een 'ander familielid' van een Unieburger, weigeren wanneer het familielid visumplichtig is en geen paspoort met geldig visum voorlegt binnen drie maanden na de aanvraag. Deze zienswijze wijkt evenwel af van de gevestigde praktijk van de voorbije tien jaar (zie bv. RvV 12 juni 2020, nr. 236.793 en RvV 16 juni 2022, nr. 274.135, waarin werd geoordeeld dat voor het indienen van een aanvraag gezinshereniging door een 'ander familielid' van een Unieburger niet geëist kan worden

dat dit ander familielid een geldig visum voorlegt) én gaat in tegen de rechtspraak van het Hof van Justitie en het Unierecht. Ook de Franstalige Dienst Vreemdelingenzaken volgt deze gevestigde praktijk en weigert geen aanvragen om de reden dat er een geldig inreisvisum zou ontbreken! Bovendien bestaat er geen duidelijke verblijfsprocedure voor 'andere familieleden' van Unieburgers: de verblijfsprocedure voor 'klassieke' familieleden is immers niet volledig toepasbaar op 'andere' familieleden. Tot nu toe werd hierover nog géén prejudiciële vraag gesteld aan het Hof van Justitie. In arresten nrs. 251.748, 235.273 en 223.830 ging het telkens om een visumplichtig 'ander familielid' van een Unieburger dat op basis van artikel 47/1 van de Vreemdelingenwet een aanvraag gezinshereniging indiende bij de gemeente. Die weigerde de aanvraag steeds op basis van artikelen 52, §3 en 58 van het Vreemdelingen-KB omdat het familielid geen paspoort met geldig inreisvisum overmaakte binnen de drie maanden na de aanvraag (zoals *in casu*), zoals voorgeschreven door artikel 40*bis*, §4 van de Vreemdelingenwet, dat op zijn beurt verwijst naar artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen stelt in die arresten vast dat artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet de bepalingen van hoofdstuk I over de 'klassieke' familieleden van een Unieburger (bedoeld in artikel 40*bis* van de Vreemdelingenwet) ook van toepassing maakt op de 'andere' familieleden (bedoeld in artikel 47/1 van de Vreemdelingenwet). Artikel 40*bis*, §4 van de Vreemdelingenwet geeft derdelands familieleden van een Unieburger maar het recht om de Unieburger te begeleiden of te vervoegen, voor zover ze voldoen aan de binnenkomstvoorwaarden in artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet ». Elle reproduit le prescrit de l'article précité et fait valoir que « De laatste zinsnede in artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet ("*dan wel op andere wijze te laten vaststellen of te bewijzen dat hij het recht op vrij verkeer en verblijf geniet*")", verder uitgewerkt in artikel 47 van het Vreemdelingen-KB, vormde de basis voor een gevestigde praktijk om alle familieleden van Unieburgers ('klassieke' en 'andere') en familieleden van Belgen een aanvraag gezinshereniging te laten indienen ongeacht het wettig of onwettig verblijf in België. Dus ook zonder geldig inreisvisum. Deze wetgeving en praktijk vloeiden, ter herhaling, rechtstreeks voort uit het BRAX-arrest (HvJ 25 juli 2002, C-459/99). In het BRAX-arrest oordeelde het Hof van Justitie dat België geen verblijfsvergunning kan weigeren aan een derdelander die zijn identiteit en verwantschap met de Unieburger bewijst, enkel en alleen omdat hij géén geldige binnenkomstdocumenten heeft. In de afwijkende arresten van de Raad (die dus ingaan tegen het hierboven aangehaalde), wordt gesteld dat de verzoekers niet aantonen: Waarom de wettelijke vereisten om in het bezit te zijn van een geldig inreisvisum, zoals opgelegd in artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet, niet op hen van toepassing zou zijn; Waarom deze voorwaarde strijdig zou zijn met het Unierecht. Uit het arrest Rahman (HvJ 5 september 2012, C-83/11) volgt dat het 'ander' familielid een andere rechtspositie heeft dan het 'klassieke' familielid van een Unieburger en dat lidstaten de binnenkomst en het verblijf van 'andere' familieleden alleen moeten 'vergemakkelijken'. Dit moet volgens de Burgerschapsrichtlijn (Richtlijn 2004/38/EG) gebeuren op basis van het nationale recht zodat het recht van binnenkomst en het recht van verblijf niet rechtstreeks hun grondslag vinden in de Burgerschapsrichtlijn, maar noodzakelijkerwijs voortvloeien uit het interne recht van de lidstaat. In tegenstelling tot 'klassieke' familieleden putten 'andere familieleden' géén recht op vrij verkeer uit het Unierecht en ontlenen zij géén recht op binnenkomst en verblijf aan de Burgerschapsrichtlijn; Waarom deze voorwaarde strijdig zou zijn met het BRAX-arrest (HvJ 25 juli 2002, C-459/99). Volgens de RvV heeft de BRAX-rechtspraak alleen betrekking op de rechten van een echtgenoot van een Unieburger, zijnde een 'klassiek' familielid. Aangezien de rechtspositie van een 'ander' familielid verschillend is van die van een 'klassiek' familielid kunnen verzoekers zich niet beroepen op dit arrest ».

3.1.4. Elle poursuit et indiquant que « In het Rahman-arrest stelde het Hof van Justitie dat artikel 3, lid 2 Burgerschapsrichtlijn lidstaten verplicht om de binnenkomst en het verblijfsrecht van 'andere' familieleden van de Unieburger te 'vergemakkelijken'. Meer bepaald houdt deze verplichting in: Om aanvragen van 'andere' familieleden gunstiger te behandelen dan aanvragen tot binnenkomst en verblijf van andere derdelands onderdanen. De vraag stelt zich of België zich aan deze verplichting houdt, aangezien een derdelands familielid van een derdelander (in buitengewone omstandigheden) of van een Belg (altijd) wel in de mogelijkheid is om een aanvraag gezinshereniging in België in te dienen, zonder in het bezit te zijn van een geldig inreisvisum. Daarnaast kunnen alle derdelanders in België, mits bewijs van buitengewone omstandigheden, een verblijfsaanvraag indienen op basis van artikel 9*bis* van de Vreemdelingenwet, zonder dat zij in het bezit moeten zijn van een geldig inreisvisum. Op dit punt behandelt België 'gewone' derdelanders dus gunstiger dan 'andere familieleden' van Unieburgers, aangezien deze laatste categorie volgens de hier besproken rechtspraak nooit een aanvraag gezinshereniging kan indienen zonder in het bezit te zijn van een geldig visum. Dat lidstaten voor de 'andere' familieleden van Unieburgers voorzien in de mogelijkheid om een beslissing te verkrijgen over hun aanvraag (gezinshereniging) die op een nauwkeurig onderzoek van hun persoonlijke situatie gebaseerd is en die, in geval van weigering, gemotiveerd is. Door automatisch de aanvraag gezinshereniging te weigeren omdat geen geldig inreisvisum voorgelegd werd, blijft Dienst Vreemdelingenzaken (DVZ) volledig in gebreke om de aanvraag van deze familieleden ten gronde te onderzoeken, rekening houdend met hun persoonlijke situatie. Dat lidstaten moeten rekening houden met de verschillende omstandigheden die naargelang het geval relevant kunnen zijn, zoals de mate van financiële of lichamelijke afhankelijkheid en de graad van verwantschap tussen het familielid en de burger van de Unie. Uit vaste rechtspraak van het HvJ blijkt al dat artikel 20 VWEU lidstaten verplicht een afgeleid verblijfsrecht te erkennen aan een derdelands familielid van een Unieburger, wanneer er tussen de Unieburger en dit

familieelid een dermate onderlinge afhankelijkheid bestaat dat een weigering van een verblijfsrecht de Unieburger zou verplichten het grondgebied van de hele EU te verlaten. Om die reden mogen lidstaten een aanvraag gezinshereniging niet automatisch weigeren op de enkele grond dat het derdelands familieelid het voorwerp uitmaakt van een inreisverbod, zonder eerst te onderzoeken of er een onderlinge afhankelijkheid bestaat tussen de Unieburger en het familieelid. Een automatische weigering van een aanvraag gezinshereniging van een 'ander familieelid' op de enkele grond dat er geen geldig visum voorgelegd werd, zonder de aangehaalde afhankelijkheid voorafgaandelijk te onderzoeken, lijkt niet alleen op gespannen voet te staan met artikel 20 VWEU, maar mogelijks ook met de artikelen 21, 45, 49 en 56 VWEU doordat de vrij verkeersrechten van de Unieburger mogelijks belemmerd worden. *In casu* betreft de referentiepersoon de broer van verzoekster, waarvan zij heeft aangetoond dat zij al jaren afhankelijk is, hetgeen ook bevestigd werd in de 3 vernietigingsarresten! Dat lidstaten een ruime beoordelingsmarge hebben over de in aanmerking te nemen omstandigheden, maar de wettelijke voorwaarden moeten wel verenigbaar zijn met de gebruikelijke betekenis van het woord 'vergemakkelijk' en mogen deze bepaling niet van haar nuttig effect beroven. Artikel 3, lid 2 van de Burgerschapsrichtlijn werd gedeeltelijk omgezet naar Belgisch recht door de wet van 25 april 2007 (BS 10 mei 2007) en werd gedurende meer dan tien jaar op een soepele manier geïnterpreteerd door DVZ en gemeenten, waarbij een ander familieelid géén geldig inreisvisum moest hebben om een aanvraag te kunnen indienen. Door deze voorwaarde plots wel te stellen bemoeilijkt België nu de binnenkomst en het verblijfsrecht van deze familieleden. De vraag stelt zich of deze nieuwe interpretatie verenigbaar is met de gebruikelijke betekenis van het woord 'vergemakkelijk' en of deze interpretatie artikel 3, lid 2 van de Burgerschapsrichtlijn niet van haar nuttig effect berooft. Zo maakt de voorafgaande voorwaarde van een geldig visum een nauwkeurig onderzoek van de persoonlijke situatie van het ander familieelid en de Unieburger immers onmogelijk. Dat het ander familieelid het recht heeft om door een rechterlijke instantie te laten nagaan of de nationale wetgeving en de toepassing ervan binnen de grenzen van de in de richtlijn neergelegde beoordelingsmarge zijn gebleven. De RvV zou dus de Belgische verblijfswetgeving en de toepassing ervan door DVZ en gemeenten moeten toetsen aan bovenstaande punten. Bovendien is het zo dat er geen duidelijke verblijfsprocedure bestaat voor een 'ander' familieelid van een Unieburger. Wanneer verwerende partij of de gemeenten de aanvragen van andere familieleden van een Unieburger weigeren omdat er geen geldig inreisvisum zou voorliggen, weigeren zij de aanvraag op grond van artikelen 52, §3 en 58 van het Vreemdelingen-KB. In dit laatste artikel worden alle bepalingen van Hoofdstuk I van het Vreemdelingen-KB over de 'klassieke' familieleden van een Unieburger (met uitzondering van artikel 45) van toepassing gemaakt op de 'andere' familieleden. Maar niet alle bepalingen in Hoofdstuk I van het Vreemdelingen-KB zijn toepasbaar op het 'ander' familieelid. Zo kan de verblijfsprocedure in artikel 52 van het Vreemdelingen-KB, van toepassing op de 'klassieke' familieleden, niet zomaar 'naar analogie' toegepast worden op 'andere' familieleden: Artikel 52, §1 van de Vreemdelingen-KB bepaalt dat het derdelands familieelid van een Unieburger zijn aanvraag gezinshereniging indient bij de gemeente van zijn verblijfplaats door middel van een bijlage 19ter, voor zover hij zijn *familieband* met de Unieburger bewijst. Maar een ander familieelid-feitelijke partner heeft géén (biologische of juridische) familieband met de Unieburger. Het is dus niet geregeld in het Vreemdelingen-KB welke documenten dit ander familieelid moet overmaken om een bijlage 19ter te verkrijgen van de gemeente. Artikel 52, §2 van het Vreemdelingen-KB somt de documenten op die het familieelid van de Unieburger moet overmaken binnen de drie maanden na de aanvraag. Dat artikel luidt als volgt: *"Bij de aanvraag of ten laatste binnen de drie maanden na de aanvraag dient het familieelid bovendien de volgende documenten over te maken: 1° het bewijs van zijn identiteit overeenkomstig artikel 41, tweede lid [lees: §2] van de wet; 2° de documenten waarmee op geldige wijze kan worden vastgesteld dat hij de voorwaarden die zijn voorgeschreven bij de artikelen 40bis, §2 en §4, of 40ter, van de wet, die op hem van toepassing zijn, vervult."* Artikel 52, §2 van het Vreemdelingen-KB vermeldt dus niet welke documenten een ander familieelid moet overmaken (binnen de drie maanden). Een verwijzing naar artikel 47/1 van de Vreemdelingenwet ontbreekt. Artikel 52, §3 van het Vreemdelingen-KB bepaalt dat de gemeente de aanvraag moet weigeren met een bijlage 20 wanneer het familieelid niet alle vereiste documenten overmaakte binnen de drie maanden. Aangezien het Vreemdelingen-KB niet bepaalt welke documenten de 'andere' familieleden moeten overmaken (binnen de drie maanden), rijst de vraag of de gemeente zich überhaupt op dit artikel kán beroepen om een aanvraag te weigeren. Overigens volgt uit artikel 58 van het Vreemdelingen-KB dat ook artikel 47 van het Vreemdelingen-KB van toepassing zou zijn op 'andere familieleden'. Volgens dat artikel is voldoende aan de binnenkomstvoorwaarden opgelegd in artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet (waarnaar artikel 52, §2 van het Vreemdelingen-KB verwijst) van zodra een, al dan niet geldig, nationaal paspoort of identiteitskaart wordt overgemaakt of enig ander bewijs van de identiteit en nationaliteit van de betrokkene. Een geldig inreisvisum is hier dus géén vereiste. Tot slot herhaalt verzoekster de volgende rechtspraak van Uw Raad: In een arrest van 12 juni 2020 (nr. 236.793) stelt de RvV dat niet geëist kan worden van een ander familieelid van een Unieburger dat het een geldig visum voorlegt om een aanvraag gezinshereniging in te dienen. Uit artikel 47/2 van de Vreemdelingenwet volgt dat het de expliciete wil was van de wetgever dat de bepalingen van toepassing op de 'klassieke' familieleden, bedoeld in artikel 40bis van de Vreemdelingenwet, óók van toepassing zouden zijn op de 'andere' familieleden. Ook artikel 58 van het Vreemdelingen-KB bepaalt dat de bepalingen van toepassing op de klassieke familieleden, waaronder artikel 47 van het Vreemdelingen-KB, van toepassing zijn op de andere familieleden. Artikel 52 van het Vreemdelingen-KB verwijst naar het bewijs van identiteit overeenkomstig huidig artikel 41, §2 van de

Vreemdelingenwet. Artikel 47 van het Vreemdelingen-KB geeft uitvoering aan artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet. Uit artikel 41, §2 van de Vreemdelingenwet en artikel 47 van het Vreemdelingen-KB volgt dat het in beginsel moet gaan om een geldig paspoort, in voorkomend geval voorzien van een geldig visum, maar bij het ontbreken van deze documenten kan het ook gaan om andere documenten (zoals een geldig paspoort zonder visum). Verzoekster herhaalt tot slot dat het rechtszekerheidsbeginsel, in combinatie met het vertrouwensbeginsel, inhoudt dat een rechtsonderhorige erop moet kunnen vertrouwen dat de administratieve overheid een vaste gedragslijn zal blijven aanhouden en dat de rechtsonderhorige – bij het uitblijven van enig handelen van de administratieve overheid – ervan mag uitgaan dat er geen reden zal bestaan dat het bestuur anders zal handelen dan de schijn die zij heeft opgewekt door te verzuimen te handelen. De rechtsonderhorige mag er dan ook op rekenen dat hij niet langer in een rechtsonzekere positie verkeert, zodat hij erop kan vertrouwen dat er geen reden bestaat dat de administratie een andere gedragslijn zal aannemen. De bestreden beslissing weigert het verblijf op basis van het feit dat verzoekster geen geldig inreisvisum heeft voorgelegd bij de aanvraag, hetgeen nooit eerder werd gevraagd of werd opgeworpen, zowel niet naar aanleiding van de opstart van de aanvraag aanvraag (zie bijlage 19ter dd. 04.05.2022), als in alle voorgaande bijlagen 20!! Dit is een absolute schending van het rechtszekerheids- en vertrouwensbeginsel aangezien verzoekster er mocht op vertrouwen dat haar (geldig) paspoort voldoende was ».

Elle conclut à la violation des dispositions et principes invoqués au moyen.

4. Discussion

4.1.1. La directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres (ci-après : la directive 2004/38/CE) est articulée de la manière suivante :

a) Un chapitre I – « *Dispositions générales* », dans lequel figure l'article 3 – « *Bénéficiaires* », qui prévoit notamment ce qui suit :

« 2. Sans préjudice d'un droit personnel à la libre circulation et au séjour de l'intéressé, l'État membre d'accueil favorise, conformément à sa législation nationale, l'entrée et le séjour des personnes suivantes :

a) tout autre membre de la famille, quelle que soit sa nationalité, qui n'est pas couvert par la définition figurant à l'article 2, point 2), si, dans le pays de provenance, il est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union bénéficiaire du droit de séjour à titre principal, ou lorsque, pour des raisons de santé graves, le citoyen de l'Union doit impérativement et personnellement s'occuper du membre de la famille concerné;

b) le partenaire avec lequel le citoyen de l'Union a une relation durable, dûment attestée.

L'État membre d'accueil entreprend un examen approfondi de la situation personnelle et motive tout refus d'entrée ou de séjour visant ces personnes ».

b) Un chapitre II – « *Droit de sortie et d'entrée* », dans lequel l'article 5 – « *Droit d'entrée* » prévoit notamment ce qui suit :

« 2. Les membres de la famille qui n'ont pas la nationalité d'un État membre ne sont soumis qu'à l'obligation de visa d'entrée, conformément au règlement (CE) n° 539/2001 ou, le cas échéant, à la législation nationale. [...]

4. Lorsqu'un citoyen de l'Union ou un membre de la famille qui n'a pas la nationalité d'un État membre ne dispose pas du document de voyage requis ou, le cas échéant, du visa nécessaire, l'État membre concerné accorde à ces personnes tous les moyens raisonnables afin de leur permettre d'obtenir ou de se procurer, dans un délai raisonnable, les documents requis ou de faire confirmer ou prouver par d'autres moyens leur qualité de bénéficiaires du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder au refoulement. [...] ».

c) Un chapitre III – « *Droit de séjour* », dans lequel l'article 10 – « *Délivrance de la carte de séjour* » prévoit ce qui suit :

« 1. Le droit de séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union qui n'ont pas la nationalité d'un État membre est constaté par la délivrance d'un document dénommé "Carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union" au plus tard dans les six mois suivant le dépôt de la demande. [...]

2. Pour la délivrance de la carte de séjour, les États membres demandent la présentation des documents suivants :

a) un passeport en cours de validité;

b) un document attestant l'existence d'un lien de parenté ou d'un partenariat enregistré ;

c) l'attestation d'enregistrement [...] ;

- d) dans les cas visés à l'article 2, paragraphe 2, point c) et d), les pièces justificatives attestant que les conditions énoncées dans cette disposition sont remplies ;
- e) dans les cas visés à l'article 3, paragraphe 2, point a), un document délivré par l'autorité compétente du pays d'origine ou de provenance attestant qu'ils sont à la charge du citoyen de l'Union ou font partie de son ménage, ou une preuve de l'existence de raisons de santé graves qui exigent que le citoyen de l'Union s'occupe personnellement du membre de la famille concerné ;
- f) dans les cas relevant de l'article 3, paragraphe 2, point b), une preuve de l'existence d'une relation durable avec le citoyen de l'Union ».

4.1.2. Les dispositions pertinentes de la loi du 15 décembre 1980 et de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, qui transposent les dispositions susmentionnées, sont les suivantes :

a) Les dispositions générales :

- L'article 47/2 de la loi du 15 décembre 1980, qui énumère les catégories visées d'« autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union ».

- L'article 47/1 de la même loi :

« Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les dispositions du chapitre Ier relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis ou aux membres de la famille d'un Belge qui a exercé son droit de libre circulation [...] s'appliquent aux autres membres de la famille visés à l'article 47/2 ».

- L'article 40bis de la même loi :

« § 2. Sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union :
[liste des membres de la famille nucléaire]

§ 4. Les membres de la famille visés au § 2 ont le droit d'accompagner ou de rejoindre le citoyen de l'Union visé à l'article 40, § 4, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, pour une période de plus de trois mois, pour autant qu'ils remplissent, selon le cas, les conditions visées à l'article 41, §§ 1^{er} ou 2 ».

b) Les dispositions relatives à l'entrée des membres de la famille d'un citoyen de l'Union.

Il s'agit de l'article 41, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dont

- l'alinéa 1^{er} prévoit ce qui suit :

« Le droit d'entrée est reconnu aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, § 2, qui ne sont pas citoyens de l'Union sur présentation d'un passeport en cours de validité revêtu, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité, conformément au règlement (UE) 2018/1806 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 fixant la liste des pays tiers dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa [...] ».

- et l'alinéa 4, ce qui suit :

« Lorsque le membre de la famille d'un citoyen de l'Union ne dispose pas des documents requis, le ministre ou son délégué lui accorde tous les moyens raisonnables afin de lui permettre d'obtenir ou de se procurer, dans un délai raisonnable, les documents requis ou de faire confirmer ou prouver par d'autres moyens sa qualité de bénéficiaire du droit de circuler et de séjourner librement, avant de procéder à son refoulement ».

En exécution de cette disposition, l'article 47, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : l'arrêté royal du 8 octobre 1981) prévoit ce qui suit :

« Conformément à l'article 41, alinéa 2, de la loi [Etant donné la modification de l'article 41 de la loi du 15 décembre 1980 par la loi du 19 mars 2014, lire : l'article 41, § 2, de la loi], les autorités chargées du contrôle aux frontières autorisent l'accès au territoire au membre de la famille du citoyen [de] l'Union qui n'est pas citoyen de l'Union, et qui n'est pas titulaire des documents requis en vertu de l'article 2 de la loi, sur la production d'un des documents suivants :

1° un passeport national ou une carte d'identité valable ou non [...]

ou 4° toute autre preuve d'identité et de nationalité de l'intéressé. [...]

Si le membre de la famille est soumis à l'obligation de visa, il reçoit un visa, ou, si l'intéressé n'a pas de passeport en cours de validité, une autorisation tenant lieu de visa d'une durée de validité de 3 mois.

Dans le cas cité sous 4°, la décision est prise par le ministre ou son délégué ».

c) Les dispositions relatives au séjour des membres de la famille d'un citoyen de l'Union

- L'article 42, § 1^{er}, alinéa 1, de la loi du 15 décembre 1980 :

« Le droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au § 4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. [...] ».

- L'article 52, § 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 :

« Lors de la demande, ou, au plus tard, dans les trois mois après la demande, le membre de la famille est tenu en outre de produire les documents suivants :

1° la preuve de son identité conformément à l'article 41, alinéa 2, de la loi;

2° les documents permettant d'établir valablement qu'il remplit les conditions prévues aux articles 40bis, §§ 2 et 4 ou 40ter, de la loi, qui lui sont applicables ».

- L'article 58 du même arrêté royal :

« A l'exception de l'article 45, les dispositions du chapitre Ire relatives aux membres de la famille d'un citoyen de l'Union visés à l'article 40bis, de la loi, sont applicables aux autres membres de la famille visés à l'article 47/1, de la loi. Toutefois, le Ministre ou son délégué favorise leur entrée et leur séjour sur le territoire du Royaume et ce, à l'issue d'un examen individuel et approfondi de leur demande ».

4.1.3. L'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établi des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., n°147.344, 6 juillet 2005).

4.2. a) L'énumération des dispositions pertinentes de la directive 2004/38/CE montre que le législateur européen n'a pas fait de distinction entre les membres de la famille nucléaire et les « autres membres de la famille » en ce qui concerne le séjour et la délivrance d'une carte de séjour.

Quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient (membre de la famille nucléaire ou « autre membre de la famille »), l'article 10.2. de la directive 2004/38/CE n'exige pas que le demandeur de carte de séjour démontre qu'il est titulaire d'un visa en cours de validité.

b) Les dispositions susmentionnées du droit belge sont moins explicites sur certains aspects, mais précisent clairement que toutes les dispositions de la loi, et presque toutes les dispositions de l'arrêté royal, relatives aux membres de la famille nucléaire (à l'exception de l'article 45), sont également applicables aux « autres membres de la famille » d'un citoyen de l'Union.

4.3. a) Ce n'est pas contesté par la partie défenderesse dans la motivation de l'acte attaqué.

Elle relève en particulier qu'en vertu de l'article 41, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, « la personne concernée doit :

- soit présenter un passeport en cours de validité muni, le cas échéant, d'un visa d'entrée en cours de validité ;

- soit établir ou prouver d'une autre manière qu'il jouit du droit de circuler et de séjourner librement ».

b) La partie défenderesse constate ensuite qu'en l'espèce, « la personne concernée a produit un passeport national, valable du 23/10/2020 au 23/10/2025 délivré par le Consulat du Maroc à Liège. La personne concernée étant de nationalité marocaine, elle était tenue de présenter un passeport muni d'un visa d'entrée en cours de validité. Tel n'est pas le cas ».

La partie requérante ne conteste pas que le passeport de la requérante n'était pas revêtu d'un visa d'entrée valable.

Elle souligne toutefois que la partie défenderesse ne tient pas compte des enseignements de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne, *Mrax c. Etat belge*, C-459/99 du 25 juillet 2002.

4.4. Le législateur européen a intégré certains enseignements de cet arrêt, relatifs à l'entrée sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne, dans la directive 2004/38/CE (article 5.4.).

Cette disposition a été transposée dans l'article 41, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, qui prévoit une procédure lorsque le membre de la famille d'un citoyen de l'Union ne dispose pas des documents requis.

4.5. La motivation de l'acte attaqué rappelle que « *l'obligation de visa d'entrée n'est simplifiée que pour les membres de la famille ressortissants de pays tiers qui relèvent du champ d'application de la directive sur la citoyenneté, article 2, point 2). Ce qui n'est pas le cas en l'espèce* ».

Cela signifie uniquement que, lorsqu'elle est soumise à l'obligation d'un visa, cette personne doit en demander l'octroi sur la base du Règlement (CE) n° 810/2009 établissant un code des visas de l'Union européenne.

La partie défenderesse semble cependant déduire de cette obligation que « *La personne concernée ne démontre pas qu'il [sic] remplit les conditions de l'article 47/2 de la loi du 15.12.1980 pour obtenir le droit de séjourner en Belgique* », dès lors qu'elle ne bénéficie pas de l'aménagement prévu à l'article 41, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980.

Cette conclusion n'est pas compréhensible au vu du constat, posé au point 4.2., selon lequel le législateur a entendu traiter les autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union de la même manière que les membres de sa famille nucléaire, à l'exception de la procédure simplifiée de délivrance d'un visa d'entrée.

Le membre de la famille nucléaire d'un citoyen de l'Union bénéficie, certes, d'une procédure simplifiée à cet égard, mais n'en reste pas moins soumis à l'obligation du visa lorsque c'est requis.

Or, l'article 41, § 2, alinéa 4, de la loi du 15 décembre 1980, dont le législateur n'a pas limité l'application aux seuls membres de la famille nucléaire d'un citoyen de l'Union, prévoit la prise en considération d'autres éléments lorsque l'intéressé « *ne dispose pas des documents requis* » par l'alinéa 1^{er} de la même disposition.

S'il n'est pas contesté que la requérante était soumise à l'obligation d'un visa d'entrée et n'en dispose pas, la seule référence à une « *lecture combinée* » de l'article 40*bis*, § 4, alinéa 1^{er}, de l'article 41, § 2, et de l'article 47/2 de la loi du 15 décembre 1980, dans la motivation de l'acte attaqué, ne permet pas de comprendre la raison pour laquelle la partie défenderesse estime qu'elle doit être traitée différemment d'un membre de la famille nucléaire d'un citoyen de l'Union, se trouvant dans la même situation.

La motivation de l'acte attaqué est donc insuffisante.

4.6. Dans la note d'observations, la partie défenderesse souligne notamment que « [...] si l'article 41 concerne le droit d'entrée, il est expressément précisé à l'article 40*bis* auquel renvoie l'article 47/2 (ancien article 47/1) qu'il vise les membres de la famille qui remplissent les conditions visées à l'article 41, §§ 1^{er} ou 2 de la loi. La partie requérante n'étant en l'occurrence pas un citoyen de l'Union, c'est l'article 41, § 2, qui était applicable [...] Il s'ensuit que, contrairement à ce que prétend la partie requérante, pour pouvoir bénéficier d'un droit au regroupement familial sur la base de l'article 47/2, le demandeur qui est ressortissant d'un pays tiers non dispensé de l'obligation de visa devait présenter lors de sa demande un passeport revêtu d'un visa valable. En effet, comme indiqué dans l'acte entrepris, l'obligation de visa d'entrée n'est simplifiée que pour les membres de la famille ressortissants de pays tiers qui relèvent du champ d'application de la directive sur la citoyenneté (directive 2004/38), article 2, point 2, ce qui n'est pas le cas de la partie requérante qui ne le conteste pas dans son recours. [...] Il ressort donc de ce qui précède que la condition de disposer d'un passeport revêtu d'un visa valable lors de l'introduction de la demande de regroupement familial d'un autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union est bel et bien prévue par la loi. [...] ».

Cette argumentation n'est pas de nature à contredire le constat qui précède, dès lors que les dispositions de droit belge doivent être lues à la lumière des dispositions pertinentes de la directive 2004/38/CE et dans le respect de celles-ci.

4.7. Il résulte de ce qui précède que le deuxième moyen apparaît fondé et justifie l'annulation de la première décision attaquée. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres moyens qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4.8. L'ordre de quitter le territoire pris à l'encontre de la requérante constituant l'accessoire de la première décision attaquée, il s'impose de l'annuler également.

En effet, la décision de refus de séjour de plus de trois mois étant annulée par le présent arrêt, de manière rétroactive, ladite demande doit être considérée comme étant pendante au moment où la partie défenderesse a adopté la seconde décision querellée.

L'ordre de quitter le territoire attaqué, constituant l'accessoire de la première décision attaquée, n'étant pas compatible avec une telle demande pendante, il s'impose de l'annuler également. Si on ne peut, certes, reprocher à la partie défenderesse d'avoir considéré qu'une issue négative avait été apportée à la demande de carte de séjour de la requérante, lors de la prise de la seconde décision attaquée, le Conseil ne peut, pour sa part, ignorer l'annulation qu'il a lui-même prononcée dans cette affaire et les conséquences qui en découlent pour la présente cause. Dans un souci de sécurité juridique, l'ordre de quitter le territoire attaqué doit par conséquent être annulé.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 24 janvier 2025, est annulée.

Article 2

La demande de suspension est irrecevable.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente janvier deux mille vingt-six par :

J. MAHIELS, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

A. KESTEMONT, greffière.

La greffière,

La présidente,

A. KESTEMONT

J. MAHIELS